



# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 21 juillet 2025

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## EVENEMENT À VENIR

[Inscrivez-vous pour participer à la 7<sup>ème</sup> édition du Forum Ambition Africa, organisé par Business France les 18 et 19 novembre 2025 à Paris!](#)

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 4,5 Md EUR

[C'est le montant du stock d'IDE français au Nigeria en 2024 d'après le rapport de la Banque de France sur la Balance des paiements.](#)

Nous vous invitons à consulter notre [Bulletin économique d'Afrique de l'Ouest du deuxième trimestre 2025](#), publié par le SER d'Abuja en collaboration avec le SER d'Abidjan !

## Nigeria :

Révision à la hausse du PIB du Nigeria de 35% pour 2024 – la croissance au T1 2025 enregistrée à 3,1% ; Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale maintient son cap avec un taux directeur de 27,5% ; Le Sénat approuve le plan de financement du gouvernement pour 2025-2026 ; Les douanes nigérianes introduisent une taxe de fret unique de 4% ; La Commission nigériane des communications présente un nouveau cadre réglementaire pour gérer les infrastructures télécoms ; Le Nigeria adopte sa nouvelle stratégie nationale de production et d'expansion de l'oléagineux.

## Ghana :

Le ministre des Finances présente au Parlement un bilan économique de mi-parcours encourageant ; Responsabilité environnementale, l'engagement d'Advans Ghana salué par la presse ghanéenne.

# Nigeria

## Révision à la hausse du PIB du Nigeria de 35% pour 2024 – la croissance au T1 2025 enregistrée à 3,1%

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats de la révision de sa méthodologie de calcul du Produit intérieur brut \(PIB\) national, annoncée en janvier.](#) La révision a consisté en la mise à jour de l'année de base statistique, de 2010 à 2019, mais également par l'intégration de nouveaux secteurs de l'économie. La dernière mise à jour méthodologique datait de 2014.

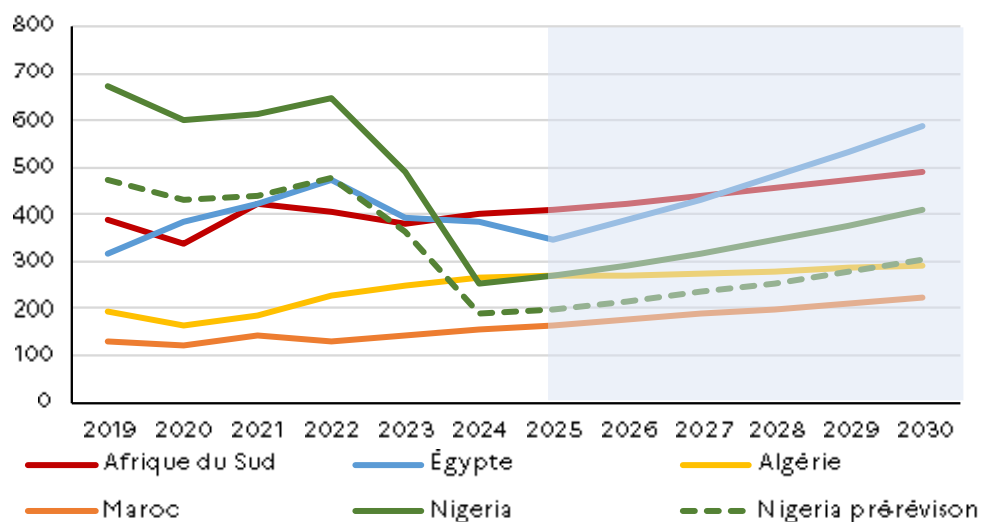
L'exercice de révision est censé mieux représenter l'ensemble des composantes de l'économie du Nigeria et les nouvelles habitudes de consommation. En particulier, la contribution du secteur informel a été réévaluée, passant de 41,4% du PIB à 42,5%. Les secteurs comme l'agriculture et l'immobilier, avec une part importante d'informalité sont ceux qui ont été les plus impactés par cette revue à la hausse. Les parts des secteurs de la construction et du commerce ont été également réhaussées dans une moindre mesure.

Le profil de l'économie nigériane a été ainsi mis à jour. La part du secteur agricole dans le PIB nigérian passe ainsi de 24,6% à 27,8% en 2024, le secteur industriel est réduit de 18,5% à 16,7% comme le secteur tertiaire, de 56,9% du PIB à 55,5%.

A l'issu de cet exercice, le PIB nominal du Nigeria pour 2024 a été réévalué de 35%, passant de 269 000 Md NGN à 365 000 Md NGN. En s'appuyant sur chiffres du [FMI dans son Article IV publié début juillet](#), le PIB du Nigeria pour 2024 passerait ainsi de 188 Md USD à 255 Md USD.

Le Nigeria qui a été rétrogradé quatrième économie d'Afrique en volume de PIB en conséquence de la forte dépréciation du naira (-70% entre mai 2023 et décembre 2024) pourrait remonter sur le podium dès 2025 avec cette révision de PIB nominal. Les projections du FMI publiées dans le *World Economic Outlook* indiquaient en avril que le Nigeria pourrait dépasser l'Algérie -- actuellement troisième -- à l'horizon 2030.

## Projections de PIB nominal en Md USD des cinq premières économies africaines à l'horizon 2030



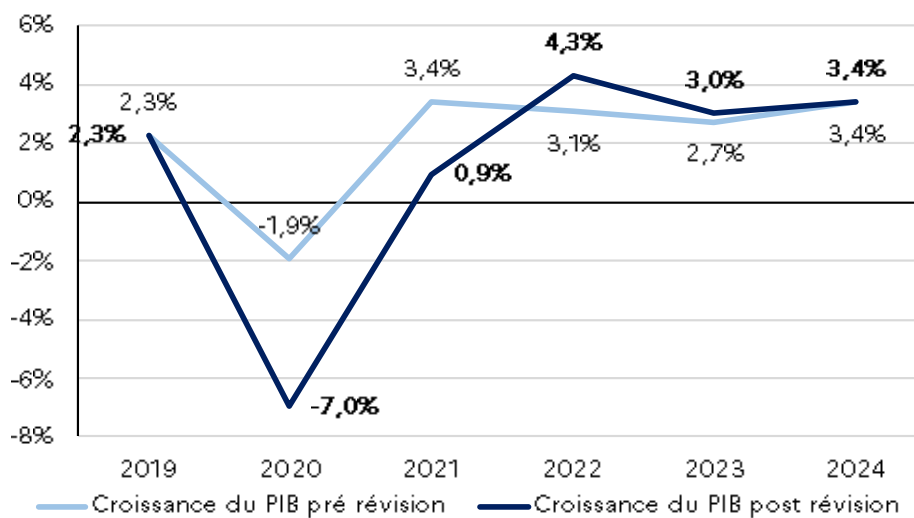
Source : *World Economic Outlook, Article IV pour le Nigeria, FMI*

Clef de lecture : Le PIB nominal en USD du Nigeria s'élevait à 188 Md USD pour l'année 2024 avant la révision du NBS (pointillé vert), il est estimé désormais à 255 Md USD (courbe verte). Les PIB nominaux de l'Afrique du Sud (courbe rouge), de l'Égypte (courbe bleue), de l'Algérie (courbe jaune) et du Maroc (courbe orange) s'établissent pour 2024 à respectivement 400 Md USD, 383 Md USD, 265 Md USD et 155 Md USD.

Une telle réévaluation à la hausse du PIB a un effet mécanique de tassement sur les indicateurs macroéconomiques, notamment concernant les finances publiques. Le ratio d'endettement dette-sur-PIB se réduit ainsi de 53% à 39% en 2024, mais également les prévisions budgétaires, le déficit public prévu pour 2025, se tasserait de 4,7% à 3,5% du PIB.

Par ailleurs, le NBS a également publié les résultats de croissance de l'économie nigérienne pour le premier trimestre 2025 (T1 2025). Le PIB nigérian a crû de 3,1% en glissement annuel au T1 2025, après 2,3% au T1 2024. La croissance nigérienne a été notamment portée au premier trimestre par le secteur des services (+4,3% après +4,8% au T1 2025) et notamment des services financiers (+15%), des télécommunications (+7%) et de la construction (+6%). Le secteur agricole a connu une croissance très modeste de 0,1% (-1,8% au T1 2024) tandis que le secteur industriel enregistre une croissance de 3,4% (+2,4% au T1 2024).

## Comparaison des performances de croissance annuelle du Nigeria avant et après la révision du NBS



Source : National Bureau of Statistics

Clef de lecture: La croissance réelle annuelle du PIB nigérian s'établissait à 2,7% en 2023 avant la révision méthodologique du NBS (courbe bleu clair), ce chiffre a été réhaussé à 3,0% à l'issue de la révision du NBS (courbe bleu foncé).

## Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale maintient son cap avec un taux directeur de 27,5%

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) s'est réuni les 21 et 22 juillet et a décidé de maintenir son taux directeur à 27,5%](#), le ratio de réserves obligatoires (CRR) des banques commerciales à 50% et des banques d'affaires à 16%, et le ratio de liquidité (LR) à 30%.

Le CPM salue certaines améliorations macroéconomiques, comme la stabilisation du taux de change du naira, du secteur bancaire et la modeste réduction de l'inflation, enregistrée à 22,2% en juin en glissement annuel en conséquence de la modération des prix de l'énergie notamment.

L'inflation persiste néanmoins à un niveau élevé. Les défis structurels ont alimenté les pressions inflationnistes selon le CPM, notamment concernant les prix des denrées alimentaires. Les incertitudes économiques liées à la conjoncture mondiale pourraient également perturber les chaînes d'approvisionnement et affecter l'inflation sur les produits importés.

Dans ce contexte, et conformément aux anticipations des prévisionnistes, le CPM a décidé de maintenir le cap de sa politique monétaire restrictive, et réaffirme son engagement à soutenir la stabilité des prix. Le prochain CPM se réunira de nouveau les 22 et 23 septembre.

*« Compte tenu de l'incertitude persistante dans le contexte politique actuel et des pressions sous-jacentes sur les prix, la politique monétaire devra maintenir son orientation actuelle jusqu'à ce que les risques pesant sur l'inflation s'atténuent suffisamment. Le CPM reste attaché au mandat de stabilité des prix de la CBN et prendra les mesures appropriées pour favoriser la stabilité et la confiance dans l'économie. »*

Yemi Cardoso, gouverneur de la CBN, juillet 2025

## **Le Sénat approuve le plan de financement du gouvernement pour 2025-2026**

[Le Sénat a validé le plan de financement externe du gouvernement pour 2025-2026, à hauteur de 21,5 Md USD.](#) Le stock de dette externe au premier trimestre 2025 s'élevait à 46 Md USD.

Ces fonds permettront au gouvernement fédéral de poursuivre son agenda de réformes et de financer des investissements stratégiques, en matière d'infrastructures de transports, de santé, d'éducation et d'énergie, ou encore à destination du secteur agricole. Ce plan s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification économique et de développement du secteur privé nigérian. Le plan prévoit par exemple une allocation de l'ordre de 3 Md USD pour le réaménagement du rail dans l'Est du pays, soit près de 2 000 Km de voies ferrées concernées.

Ce plan de financement externe s'inscrit dans le cadre de la stratégie Medium Term Expenditure Framework (MTEF) et de la Fiscal Strategy Paper (FSP) qui fixent des objectifs en termes de plafonds de dépenses, de déficit et de dette pour les prochaines années. Ce plan s'inscrit ainsi dans une trajectoire budgétaire déjà planifiée et approuvée par le Parlement.

La trajectoire d'endettement du Nigeria reste par ailleurs soutenable et le risque de défaut « modéré », selon le FMI dans son [article IV publié en juillet](#).

## **Les douanes nigérianes introduisent une taxe de fret unique de 4%**

[Le Service des douanes nigérian a annoncé l'entrée en vigueur d'une nouvelle taxe unique de 4% sur la valeur franco à bord des marchandises importées.](#) Cette taxe remplace deux prélèvements existants : 1% de charges d'inspection et 7% de frais de collecte. La réforme vise à rationaliser la fiscalité douanière et améliorer les procédures d'importations.

Pour les opérateurs économiques, cette mesure constitue un changement structurel important. En effet cette taxe unique permettrait d'alléger les démarches administratives au moment du dédouanement. Le Nigeria vise ainsi à fluidifier les procédures d'importation, dans une stratégie globale de modernisation de la chaîne logistique, pour renforcer notamment l'attractivité des ports nigériens.



## La Commission nigériane des communications présente un nouveau cadre réglementaire pour gérer les infrastructures télécoms

Le Nigeria vise une couverture Internet de 80% d'ici 2027 et [a dévoilé un nouveau plan stratégique à travers la Commission nigériane des communications \(NCC\)](#) pour renforcer la gouvernance et la régulation du secteur télécom. Ce plan introduit des mécanismes d'évaluation technique, financière et opérationnelle pour remédier à plusieurs faiblesses structurelles : usage opaque des fonds, faible coordination, concentration des infrastructures en zones urbaines et déploiements redondants. L'objectif est de rationaliser les investissements, harmoniser les standards, cartographier les zones non desservies et suivre l'évolution des projets. La NCC souligne aussi l'importance du renforcement des capacités internes pour analyser les données collectées, surveiller les performances des opérateurs et ajuster la régulation aux dynamiques du marché.

Avec une population de plus de 223 millions d'habitants, le Nigeria est le plus grand marché numérique d'Afrique, mais compte aussi le nombre le plus élevé de personnes non connectées à Internet mobile (120 millions selon le [rapport « The Mobile Economy 2025 » de la GSMA](#)). La réforme vise ainsi à garantir une croissance numérique plus inclusive et durable, tout en améliorant la transparence sur les investissements publics et privés. Selon la GSMA, le pays pourrait accueillir 32 millions de nouveaux abonnés à l'Internet mobile d'ici 2030.

## Le Nigeria adopte sa nouvelle stratégie nationale de production et d'expansion de l'oléagineux

Le Nigeria a lancé [une nouvelle stratégie nationale pour relancer sa filière soja](#), essentielle pour l'industrie des huiles végétales et des aliments pour animaux. Cette initiative vise à doubler, d'ici deux ans, les surfaces cultivées, en allouant un million d'hectares supplémentaires à cette culture, contre 992 633 hectares en 2024. Le gouvernement ambitionne ainsi d'augmenter la production nationale de 460 000 tonnes. Portée par le ministre de l'Agriculture, Abubakar Kyari, cette stratégie repose sur sept axes prioritaires : amélioration des semences, fertilisation des sols, services de vulgarisation, mécanisation adaptée au climat, entre autres. Elle prévoit une collaboration renforcée avec le secteur privé et les États producteurs clés, comme le Benue, pour bâtir une chaîne de valeur compétitive, durable et tournée vers l'exportation.

Cette relance intervient dans un contexte de recul de la production nationale, qui [a chuté de 14% entre 2021 et 2024](#), en raison notamment de l'insécurité dans les zones agricoles du nord et du centre. Face à cette baisse, le pays a dû, pour la première fois depuis six ans, [importer du soja des États-Unis en 2024](#).

## Le ministre des Finances présente au Parlement un bilan économique de mi-parcours encourageant

[Le 24 juillet 2025, le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Forson, a présenté devant le Parlement un point d'étape à mi-parcours de l'exercice budgétaire 2025, soulignant une nette amélioration des fondamentaux macroéconomiques du pays.](#)

Grâce à une politique budgétaire rigoureuse et à la mise en œuvre de réformes structurelles, le Ghana a dégagé un excédent primaire de 1,1% du PIB à fin juin (contre un objectif de 0,4%) et réduit son déficit global à 0,7% (objectif : 1,8%) sur une base d'engagements. Le gouvernement a également réalisé une économie de 4,9 Md GHS sur les intérêts de la dette domestique grâce à la forte baisse du taux des bons du Trésor à 91 jours (de 27,7% à 14,7%). Par ailleurs, les dépenses publiques sont restées contenues, 14,3% en dessous des prévisions initiales.

Le redressement s'accompagne d'un net ralentissement de l'inflation, passée de 23,8% en décembre 2024 à 13,7% en juin 2025, soutenu par l'appréciation spectaculaire du cedi, qui a gagné 42,6% face au dollar (et respectivement 30,3% et 25,6% contre la livre et l'euro). Les réserves de change ont progressé à 11,12 Md USD (4,8 mois d'importations), contre 8,98 Md USD fin 2024.

Les résultats du premier trimestre confirment cette dynamique : le PIB a crû de 5,3%, porté par le secteur agricole (+6,6%) et une croissance hors pétrole de 6,8%, la plus élevée depuis 2018. Le Ghana a également vu ses exportations d'or artisanal bondir à 51,5 T pour une valeur de 5 Md USD, grâce au nouveau cadre institutionnel mis en place avec la Ghana Gold Board.

La dette publique a été réduite de manière notable, passant de 726,7 Md GHS (61,8% du PIB) fin 2024 à 613 Md GHS (43,8%) à fin juin 2025. Cette évolution s'explique à la fois par l'effort de consolidation budgétaire, les effets de la restructuration de la dette domestique, les gains de valorisation liés à l'appréciation du cedi, ainsi que les premiers résultats des négociations avec les créanciers bilatéraux dans le cadre du G20.

Le gouvernement a par ailleurs recapitalisé la banque publique National Investment Bank (NIB) à hauteur de 2,45 Md GHS, lui permettant de ramener son ratio de solvabilité de -53% à +23%. Un audit en cours de la fonction publique a déjà permis d'identifier plus de 14 000 agents non vérifiables et 53 000 agents « séparés » continuant de percevoir un salaire, générant une économie potentielle de plus de 150 M GHS.

Une réforme de la TVA est annoncée dans le cadre du budget 2026, incluant la suppression de la taxe COVID, une réduction du taux effectif, la suppression des effets en cascade et l'élévation du seuil d'exonération pour les microentreprises. En parallèle, des investissements ciblés ont été engagés dans le cadre du programme Big Push, avec 13,8 Md GHS alloués à plus de 60 projets routiers, tandis que le programme présidentiel 24-Hour Economy a été lancé pour stimuler la création d'emplois et les exportations.

Ce redressement, reconnu par les agences internationales et validé par la poursuite du programme FMI (nouveau décaissement de 367 M USD), renforce la crédibilité du Ghana. Il positionne le pays comme un partenaire plus stable et attractif, porteur d'opportunités nouvelles pour les entreprises françaises souhaitant s'implanter ou se renforcer dans la région.

## **Responsabilité environnementale : l'engagement d'Advans Ghana salué par la presse ghanéenne**

[La filiale ghanéenne du groupe français Advans a été mise en lumière par la presse nationale pour son initiative de reboisement, avec la plantation de 1 110 arbres à Accra et Tamale en juin et juillet 2025, en partenariat avec la Commission forestière et des bénévoles communautaires.](#)

L'opération « Greening Ghana Together », menée dans les réserves forestières de Chipa et Zugu, vise à restaurer les écosystèmes, améliorer la qualité de l'air et limiter les effets du changement climatique. Elle prolonge l'initiative lancée en 2024, qui avait enregistré un taux de survie des plants de 80%. Advans Ghana s'engage par ailleurs à assurer l'entretien des jeunes plants pour en maximiser l'impact.

Cette action s'inscrit dans une stratégie plus large de réduction de l'empreinte carbone : la consommation de papier de la société est passée de 5 839 ramettes en 2023 à 1 830 en 2024, grâce à la numérisation des processus internes. En replantant 1 110 arbres – soit dix fois plus que les quelque 110 arbres nécessaires à sa consommation papier – l'entreprise envoie un signal fort de cohérence.

Présente dans 8 régions du pays avec 19 agences, Advans Ghana accompagne plus de 130 000 clients, majoritairement des entrepreneurs. Elle incarne une coopération franco-ghanéenne fructueuse et appelle d'autres entreprises à intégrer les enjeux environnementaux dans leurs pratiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)